



Dessinons l'AVENIR

Catalyser les opportunités
pour les femmes, les enfants
et les adolescents

Dessignons l'avenir, campagne coorganisée par :



On behalf of



Federal Ministry
for Economic Cooperation
and Development



Ministry of Foreign Affairs



SOUTENU PAR LE
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

© 2023 Banque internationale pour la reconstruction et le développement /
La Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington DC 20433
Téléphone : 202-473-1000
Internet : www.banquemondiale.org/fr

Cet ouvrage a été produit par le personnel de la Banque mondiale avec des contributions externes. Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce travail ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque mondiale, de son conseil d'administration ou des gouvernements qu'ils représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude, l'exhaustivité ou l'actualité des données incluses dans cet ouvrage et ne peut être tenue responsable en cas d'erreurs, d'omissions ou de divergences des informations qui pourraient résulter de son utilisation, ou encore quant à l'utilisation ou la non-utilisation des informations, méthodes, processus ou conclusions présentés. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes de cet ouvrage n'impliquent aucun jugement de la part de la Banque mondiale concernant le statut juridique d'un territoire ou encore l'approbation ou une acceptation des frontières définies.

Rien dans le présent document ne saurait constituer ou être interprété ou considéré comme une limitation ou une renonciation aux privilèges et immunités de la Banque mondiale, qui sont tous spécifiquement réservés.

Droits et autorisations

Le matériel contenu dans cet ouvrage est soumis au droit d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, cet ouvrage peut être reproduit, en totalité ou en partie, à des fins non commerciales, à condition d'en mentionner la source.

Toute question relative aux droits et licences, y compris les droits subsidiaires, doit être adressée à : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington DC 20433, USA ; fax : 202-522-2625 ; adresse électronique : pubrights@worldbank.org.

Photo de couverture : © Dominic Chavez/Mécanisme de financement mondial
Page 3 : © Rodney Quarcoo/Mécanisme de financement mondial ; page 4 :
© Dominic Chavez/Mécanisme de financement mondial ; page 9 : Maria
Fleischmann/Banque mondiale ; page 13 : © Rodney Quarcoo/Mécanisme
de financement mondial ; page 14 : © Alessandra Silver/Banque mondiale ;
page 17 : © Olivier Girard/Mécanisme de financement mondial ; page 18-19 :
© Evolving Communications/Mécanisme de financement mondial ; page
20 : © Rama George Alleyne/Banque mondiale ; page 24 © Vincent Treméau/
Banque mondiale ; page 27 : © Dominic Chavez/Mécanisme de financement
mondial ; page 31 : © Dominic Chavez/Mécanisme de financement mondial ;
page 32 : © Vincent Treméau/Banque mondiale ; page 34 : © Aissatou Saal/
Banque mondiale ; page 37 : © Dominic Chavez/Banque mondiale ; page 38-
39 © Olivier Girard/Banque mondiale

TABLE DES MATIÈRES

- 4 Résumé
- 14 Des défis multiples et des besoins croissants à l'ère de la polycrise
- 20 Un modèle éprouvé pour fournir des soins de santé de manière efficace, durable et à grande échelle
- 32 Une opportunité urgente





Résumé

En 2015, malgré des années de progrès dans l'amélioration de la santé et des droits des femmes, des enfants et des adolescents dans le monde, de nombreux pays n'étaient toujours pas sur la bonne voie pour respecter les engagements mondiaux.

Les grossesses non désirées chez les adolescentes et les décès maternels et infantiles évitables ne diminuaient pas assez rapidement dans de nombreuses régions, avec un fardeau particulièrement lourd dans les pays les plus pauvres. Si les obstacles aux progrès varient d'un pays à l'autre, l'impact est indéniable : le potentiel et les opportunités de millions de femmes, d'enfants et d'adolescents sont menacés par des maladies et des décès évitables, causés par un accès insuffisant aux soins de santé et un manque en matière de droits sexuels et reproductifs.

Cet impact s'étend bien au-delà des femmes, des enfants et des adolescents. Lorsque ces groupes sont autonomisés grâce à l'accès aux services de santé et à leurs droits, le développement économique d'un pays en tire d'énormes avantages. Lorsque les femmes, les enfants et les adolescents sont freinés, les progrès du monde vers les Objectifs de développement durable (ODD) le sont également.

C'est pourquoi, en 2015, des leaders mondiaux de la santé, la Banque mondiale, les Nations Unies et des organisations de la société civile se sont associés pour créer et lancer le Mécanisme de financement mondial pour les femmes, les enfants et les adolescents (GFF) – un nouveau modèle de financement piloté par les pays pour accélérer les investissements dans les soins de santé dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRITI) et permettre aux femmes, aux enfants et aux adolescents de survivre et de s'épanouir.

Hébergé par la Banque mondiale, le GFF se concentre sur la hiérarchisation des priorités et l'intensification des interventions à fort impact et des investissements dans les systèmes, ainsi que sur l'augmentation et l'amélioration des financements nationaux et externes pour améliorer la santé des femmes, des enfants et des adolescents. Grâce à son approche unique axée sur les pays, le GFF complète le travail d'autres initiatives mondiales en matière de santé en s'associant avec les pays pour les aider à identifier leurs priorités en matière de santé et à soutenir l'élaboration de plans de santé prioritaires propres à chaque pays. Centrés sur la mise en œuvre des interventions et des systèmes les plus efficaces en faveur des femmes, des enfants et des adolescents, ces plans sont chiffrés et tous les investissements du GFF sont réalisés dans le cadre du système et du budget d'un pays.

« Renforcer la résilience du système de santé et rendre les services équitables pour les femmes, les enfants et les adolescents nécessite des financements et un engagement politique. Nous avons vu de nos propres yeux comment le GFF permet un changement catalytique et stimule l'action collective par le biais du leadership national afin d'obtenir des résultats en matière de santé, aujourd'hui plus urgents que jamais. Avec davantage de ressources, le GFF aidera les pays à accélérer les progrès en matière de santé afin de sauver des vies, d'autonomiser les communautés et d'offrir un meilleur avenir à tous. »

S. E. Dr Lia Tadesse
Ministre de la Santé, Éthiopie

Débloquer des financements supplémentaires et aider les pays à combler les écarts de couverture

Les retombées du soutien du GFF en matière de santé et de développement ont eu un effet catalyseur et témoignent de l'impact unique du modèle du GFF, en grande partie grâce à sa capacité à mobiliser des fonds supplémentaires pour les femmes, les enfants et les adolescents.

Grâce à sa position au sein de la Banque mondiale, le GFF a considérablement renforcé des financements supplémentaires et améliorés pour faire progresser les droits et la santé des femmes, des enfants et des adolescents. À ce jour, chaque dollar de subvention du GFF a rapporté 7 dollars supplémentaires en fonds de la Banque mondiale pour les investissements nationaux en matière de santé, grâce à la capacité du GFF à lier ses subventions aux financements de l'Association internationale de développement (IDA) et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) de la Banque mondiale.

En outre, les subventions du GFF servent à lier et à aligner les ressources nationales pour la santé, l'aide au développement, le financement du secteur privé et le financement des organisations mondiales de la santé pour financer le plan de santé prioritaire dirigé par le pays, dans la mesure où 6,3 et 9,3 USD supplémentaires ont été investis par d'autres partenaires et par les gouvernements nationaux respectivement pour chaque dollar du GFF pour les plans pilotés par les pays. Le positionnement du GFF

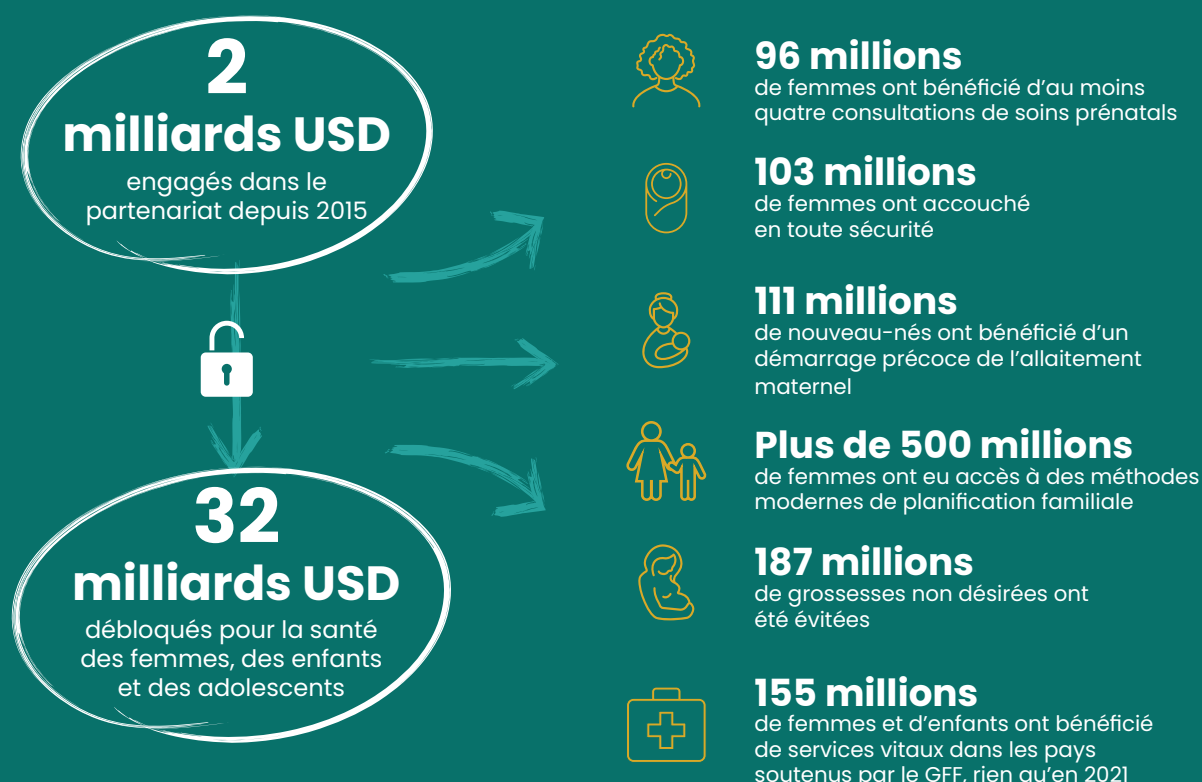
au sein de la Banque mondiale présente un avantage important : il permet de tirer parti de ses relations avec des secteurs autres que la santé et d'investir dans l'éducation, la protection sociale et la gouvernance, autant d'éléments qui peuvent contribuer à lever les principaux obstacles à l'accès aux services de santé et limitant la réalisation des droits sexuels et reproductifs.

Grâce aux 2 milliards de dollars américains que les bailleurs de fonds ont engagés à ce jour, le GFF a catalysé un montant estimé à 32 milliards de dollars pour la santé des femmes, des enfants et des adolescents dans les pays partenaires. Cette approche du financement durable et de la collaboration avec des acteurs extérieurs au secteur de la santé est au cœur du modèle du GFF et garantit que les services de santé pour les femmes, les enfants et les adolescents sont prioritaires et intégrés à grande échelle, et que les systèmes sont renforcés pour fournir ces services.

La **figure 1** montre les progrès réalisés par les pays avec le soutien du GFF au cours des huit dernières années.

Figure 1.

L'approche du GFF en matière de financement durable fonctionne et garantit que la priorité est donnée aux services de santé pour les femmes, les enfants et les adolescents, et qu'ils sont intégrés à l'échelle. En huit ans, avec le soutien du GFF, les pays ont réalisé des progrès significatifs :



Source : Mécanisme de financement mondial.

Catalyser les opportunités pour les femmes, les enfants et les adolescents

L'ère actuelle de la polycrise met en péril l'énorme potentiel de la prochaine génération de femmes, d'enfants et d'adolescents. La pandémie de COVID-19 a fait reculer les progrès en matière de santé dans les pays du monde entier et les répercussions continuent de se faire sentir alors que les pays sont aux prises avec des budgets limités et des priorités sanitaires concurrentes. À cela s'ajoutent les impacts de la crise climatique, de la dette et de l'inflation, des conflits violents et des crises alimentaires et pétrolières, qui continuent tous de perturber de manière significative et persistante la fourniture de services de santé essentiels dans les pays à faible revenu. Dans le même temps, la montée de l'hostilité à l'égard des droits des femmes a un impact sur les progrès en matière d'égalité de genre¹.

Plus de 60 pays, dont 35 des 36 pays partenaires du GFF, ne sont pas en mesure d'atteindre les objectifs de santé des ODD en matière de réduction de la mortalité maternelle et néonatale ainsi que des mortalités d'ici à 2030². Cependant, **il existe une solution claire pour aller de l'avant : investir dans des systèmes de santé plus solides qui répondent aux besoins des femmes, des enfants et des adolescents. C'est l'un des investissements les plus judicieux qu'un pays, et la communauté mondiale, puissent faire pour la santé et la prospérité futures.**

Si les objectifs mondiaux sont atteints, il est possible de sauver au moins 7,8 millions de vies. Les deux tiers des décès maternels, des mortalités néonatales et infantiles dans le monde se produisant dans les 36 pays soutenus par le GFF, les progrès vers les objectifs mondiaux seront déterminés par la trajectoire dans ces pays et dans d'autres pays à forte mortalité auxquels le GFF s'étendra. D'ores et déjà, les pays partenaires du GFF améliorent plus rapidement la fourniture de services à fort impact pour les femmes

et les enfants que les pays comparables qui ne font pas encore partie du partenariat du GFF. **Les arguments en faveur d'une accélération des efforts sont clairs.**

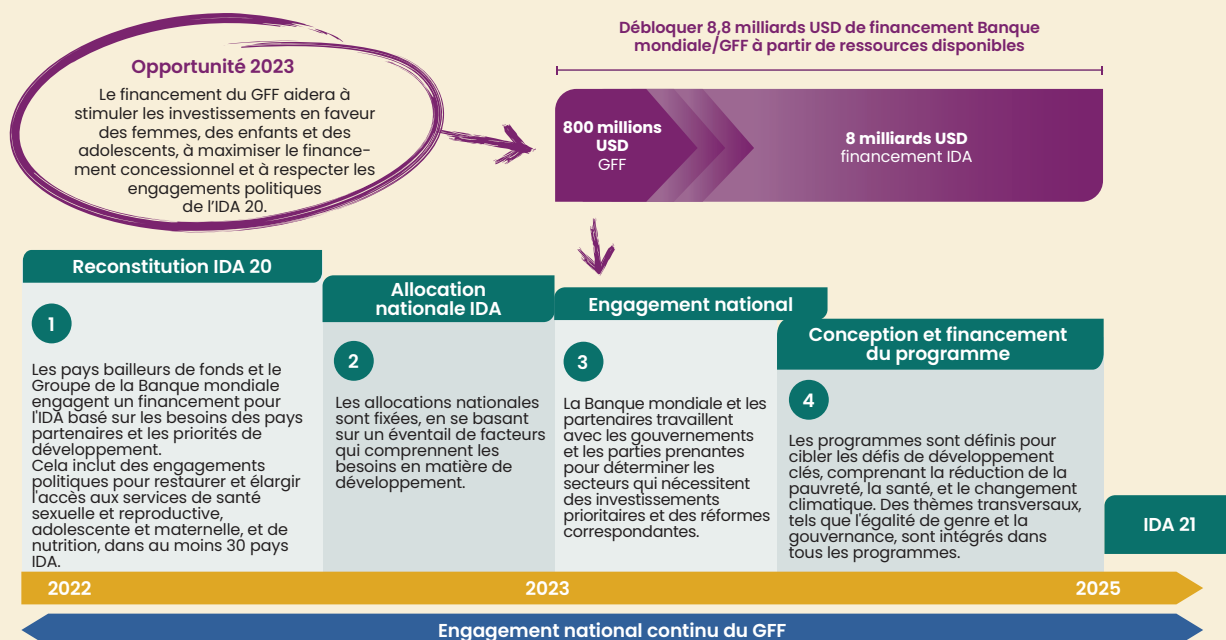
En 2022, des bailleurs de fonds des pays à revenu élevé et intermédiaire ont réussi à reconstituer le guichet de financement de la Banque mondiale pour les pays à plus faible revenu du monde avec un paquet de financement de 93 milliards de dollars américains pour rétablir leur trajectoire de développement vers le programme de développement 2030, se remettre plus solidement de la pandémie et répondre aux nouveaux défis.

Dans le même temps, de nombreux gouvernements pourraient ne pas accorder la priorité aux dépenses de santé en raison de demandes concurrentes, ce qui pourrait compromettre les investissements passés et entraver les progrès. Grâce à la connexion opérationnelle du GFF avec la Banque mondiale dans chaque pays, la réussite de la reconstitution de l'IDA20 crée une opportunité historique de lier ce financement au financement et à la politique en matière de santé reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, et de nutrition (SRMNEA-N). Un nouvel engagement en faveur du GFF cette année permettra à ce dernier, en collaboration avec la Banque mondiale et les pays, de définir le processus d'approbation IDA23-25 et de veiller à ce que la santé soit considérée comme une priorité. **L'opportunité d'investir maintenant n'a jamais été aussi grande.**

La **figure 2** met en lumière l'opportunité urgente par rapport aux cycles de l'IDA.

Figure 2.

2023 est une occasion urgente et limitée dans le temps d'associer les subventions du GFF à la plus grande source mondiale de financement concessionnel disponible pour conduire de nouvelles réformes politiques et de financement de la santé afin de faire progresser les droits et les opportunités des femmes, des enfants et des adolescents



Le GFF est prêt à aider les pays à surmonter les défis actuels et à accélérer leurs efforts. La stratégie du GFF 2021-2025 s'appuie sur la réussite du GFF et met davantage l'accent sur le renforcement du leadership des pays et la priorité donnée à l'équité et à l'égalité de genre, ainsi que sur la mise en place de systèmes de financement de la santé plus résilients, équitables et durables, et de systèmes de données nationaux solides.

La **figure 3** met en évidence les progrès considérables qui pourraient être réalisés d'ici 2030 et l'importance des trois prochaines années pour débloquer les financements, les réformes des systèmes et les données afin d'aider les pays à se rapprocher de la couverture des services les plus essentiels.

Avec un GFF entièrement financé, 27 pays partenaires actuels recevront un deuxième cycle de subventions et le soutien sera étendu à sept nouveaux pays éligibles au GFF pour la première fois.

Cela permettra d'accélérer la fourniture de services vitaux aux femmes, aux enfants et aux adolescents qui en ont le plus besoin.

La **figure 4** montre la différence entre les niveaux de couverture des services vitaux dans un scénario de maintien du statu quo et dans le scénario d'accélération qui sera possible grâce à un financement intégral du GFF.

D'ici 2025, le GFF vise à fournir un financement supplémentaire aux pays du GFF et à s'étendre à sept autres pays. Si elle est entièrement financée, la stratégie du GFF permettra d'atteindre les objectifs suivants :

- Catalyser un financement de la santé estimé à **20,5 milliards USD** autour des plans de santé nationaux
- Débloquer **2 milliards USD** supplémentaires de ressources spécifiques pour la santé des femmes, des enfants et des adolescents d'ici 2025 à partir des financements de la Banque mondiale et de l'IDA*.
- Accélérer la mise en œuvre d'interventions rentables et à fort impact pour plus de **250 millions** de femmes, enfants et adolescents en 2030**.

* Estimation du Secrétariat du GFF basée sur la différence de financement IDA pour la SRMNEA-N entre les pays engagés par le GFF et un groupe de comparaison de pays éligibles mais non encore soutenus par le GFF. De plus amples informations sur le système de codification des investissements de la Banque mondiale et sur la manière dont le GFF suit les montants IDA destinés à la SRMNEA-N sont disponibles sur le site du GFF www.globalfinancingfacility.org

** Estimation du Secrétariat du GFF basée sur l'analyse des taux historiques de changement dans les bénéficiaires atteints par les services de SRMNEA-N. Le nombre d'individus qu'il est prévu d'atteindre entre 2025 et 2030 est basé sur un scénario d'accélération rendu possible par un GFF entièrement financé, selon lequel les pays soutenus sont en mesure d'accélérer leur taux d'augmentation pour atteindre les bénéficiaires des services de SRMNEA-N afin d'égaliser les pays du GFF dans le 80^e percentile pour les taux d'amélioration de ces services spécifiques sur la base des données historiques. En ce qui concerne les bénéficiaires de contraceptifs modernes, les projections s'appuient sur une analyse effectuée par Track20 des taux historiques de changement dans la fourniture de services de planification familiale moderne.

Figure 3.
Des progrès significatifs attendus en 2030

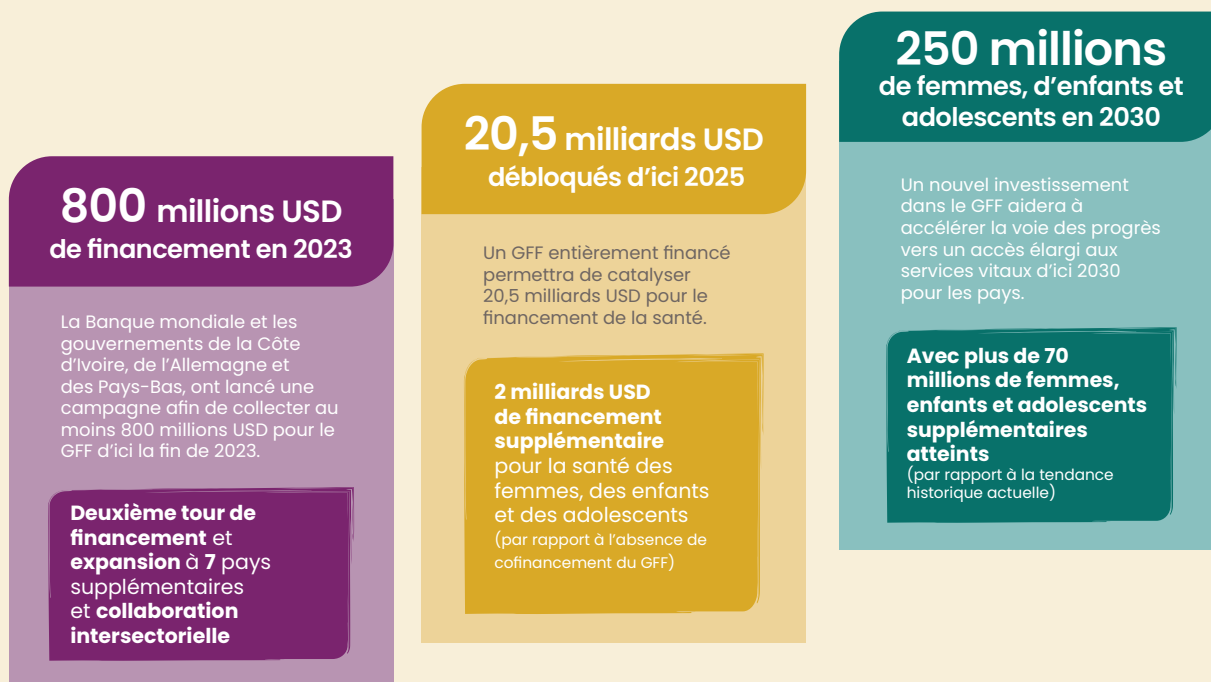
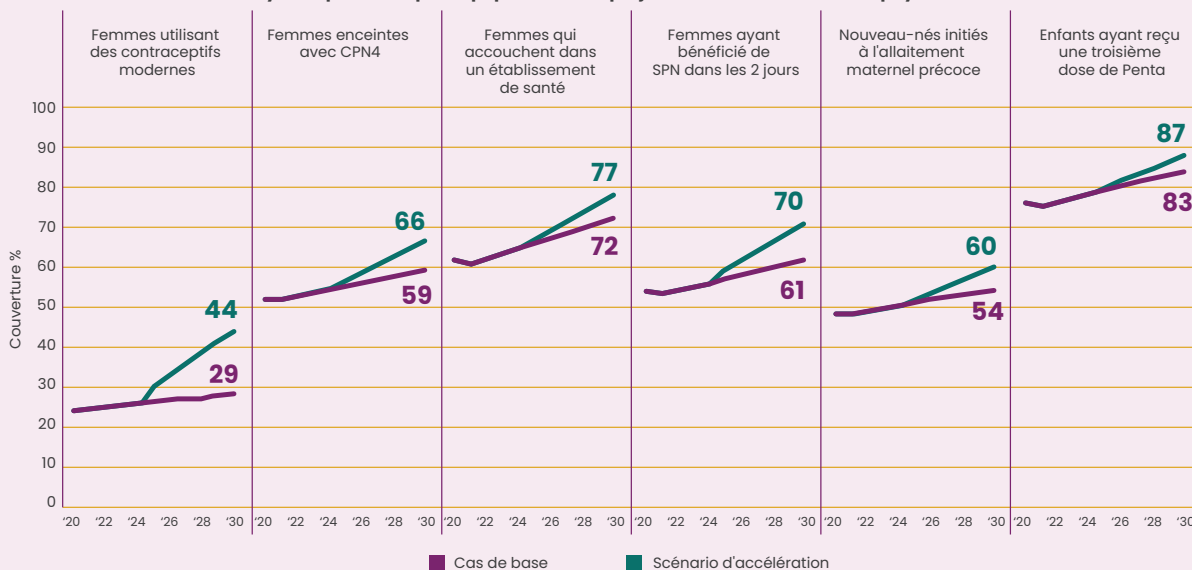




Figure 4.

Comparaison entre l'investissement de statu quo et un scénario d'accélération avec le soutien du GFF

Moyenne pondérée par la population des projections de couverture des pays du GFF



Source : Mécanisme de financement mondial.

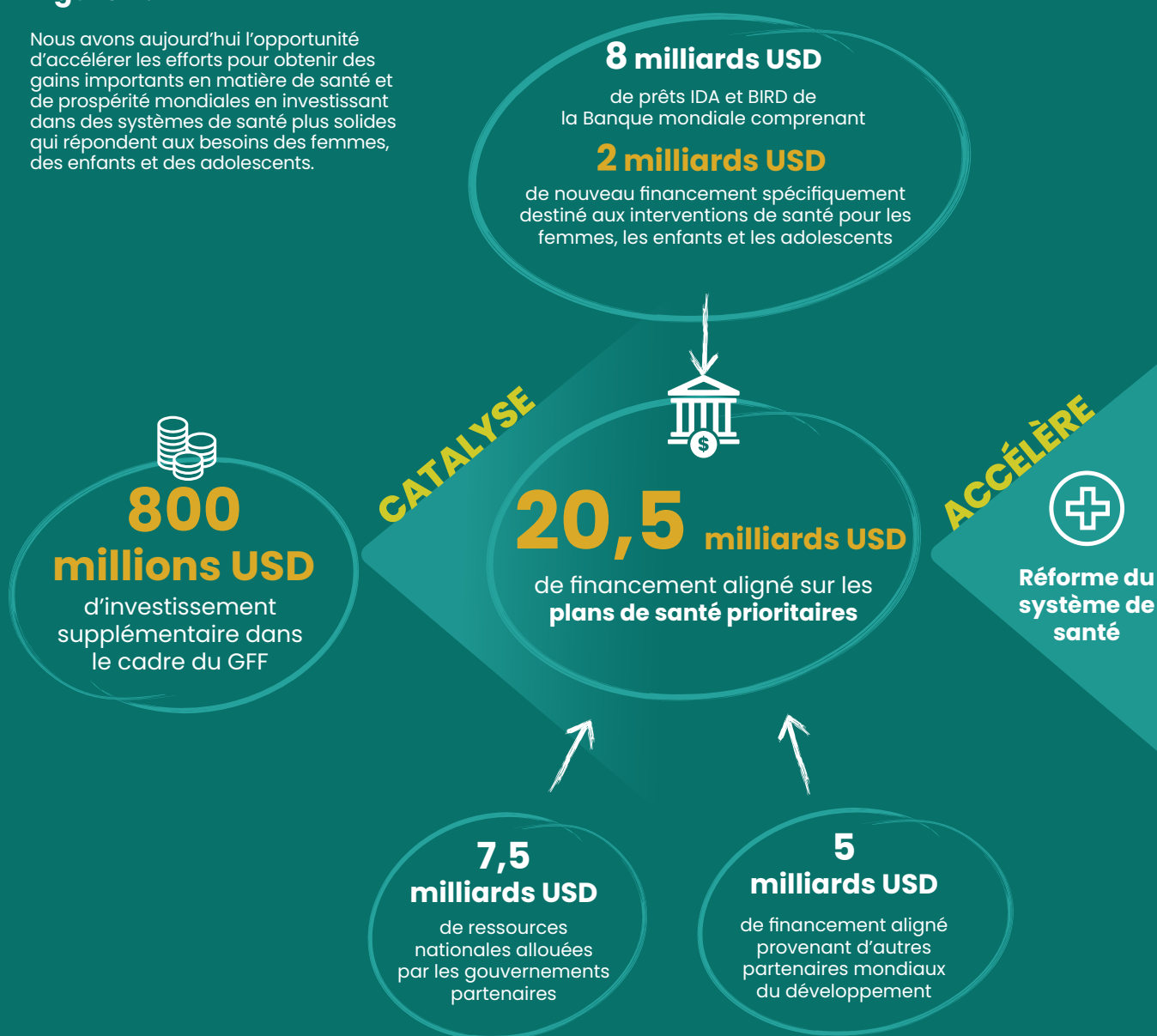
Note : CPN4 = au moins 4 consultations de soins prénatals ; SPN = soins postnatals

La projection des futurs niveaux de couverture de SRMNEA-N est déterminée en divisant le nombre projeté de futurs bénéficiaires atteints par service par la taille projetée de la population cible pour cet indicateur, en utilisant les données démographiques de la Révision 2022 des perspectives de la population mondiale, de la Division de la population des Nations Unies. La méthode d'estimation du nombre de bénéficiaires atteints par service dans le cadre d'un scénario d'accélération rendu possible par un GFF entièrement financé est décrite dans la note **.

S'APPUYER SUR LES PROGRÈS

Figure 5.

Nous avons aujourd'hui l'opportunité d'accélérer les efforts pour obtenir des gains importants en matière de santé et de prospérité mondiale en investissant dans des systèmes de santé plus solides qui répondent aux besoins des femmes, des enfants et des adolescents.



Source : Mécanisme de financement mondial.

Pour atteindre ces objectifs, le GFF a besoin d'urgence d'au moins 800 millions de dollars américains avant la fin de l'année 2023, un effort mené par les gouvernements de la Côte d'Ivoire, de l'Allemagne et des Pays-Bas, en partenariat avec la Banque mondiale.

L'infographie de la **figure 5** montre les améliorations de la santé des femmes, des enfants et des adolescents que le GFF peut rendre possibles au cours des prochaines années avec 800 millions de dollars supplémentaires.



Le monde est confronté à un choix : Saisir l'opportunité d'autonomiser les femmes, les enfants et les adolescents dans certains des pays les plus vulnérables du monde en investissant dans leur santé, ou accepter les coûts économiques et moraux de l'inaction, ainsi que les dommages qui en résulteraient pour le développement durable.

En s'engageant à soutenir le GFF, les pays et les partenaires peuvent s'appuyer sur les succès du passé, honorer les engagements pris pour atteindre les ODD et offrir un avenir plus sain, plus prospère et plus équitable pour tous.

La **figure 6** montre comment le GFF active les investissements dans la santé aux niveaux national et mondial.

Figure 6. Le processus d'engagement du GFF : pas à pas

1

Le leadership des gouvernements confirme a) qu'ils ont établi une plateforme nationale pour la SRMNEA-N ou prévoient de le faire, qui comprend des parties prenantes telles que les ministères de la Santé et des Finances, la société civile, la jeunesse, et le secteur privé ; b) leur volonté d'engager des ressources de l'IDA en faveur de la santé et d'augmenter leurs propres budgets de santé.

Développement d'un plan national chiffré, dirigé par le gouvernement qui définit a) des interventions prioritaires et rentables, b) la mise en œuvre de réformes politiques et systémiques nécessaires, et c) qui aligne le soutien externe.

2

À travers le plan, les pays peuvent permettre une meilleure coordination, un meilleur alignement et une meilleure mise en commun des ressources, y compris les budgets nationaux, l'assistance bilatérale et multilatérale, les fondations, et le secteur privé – pour plus d'efficacité et d'impact.

3

Une fois le plan complété, les pays peuvent accéder aux subventions du GFF dans le cadre des projets financés par la Banque mondiale pour élargir l'accès aux services, aux réformes du système de santé, et renforcer la mobilisation et l'efficacité des ressources nationales.

4

- **Réforme du système de santé**
- **Élargissement des interventions à fort impact**
- **Un financement de la santé plus important et de meilleure qualité**

Caractéristiques clés du modèle du GFF :



67 pays où les besoins en matière de santé sont les moins satisfaits, sont éligibles au soutien du GFF. 36 bénéficient actuellement de son soutien.



L'appui technique du GFF se concentre principalement sur le financement de l'assistance technique afin d'identifier les priorités, de rassembler les partenaires et d'éliminer les principaux goulets d'étranglement dans la mise en œuvre d'interventions à fort impact pour les femmes, les enfants et les adolescents, la chaîne d'approvisionnement, le personnel de santé et les systèmes de données.



Les subventions du GFF sont cofinancées par les ressources de la Banque mondiale – IDA ou BIRD.

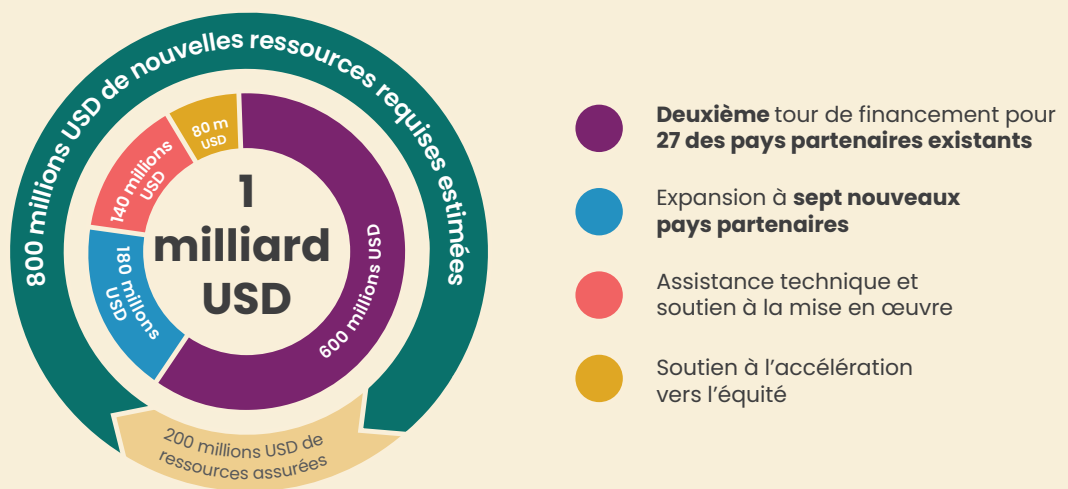


Le GFF travaille avec chaque pays pour renforcer les systèmes afin de suivre les progrès, apprendre et corriger le tir si nécessaire. Le décaissement des subventions du GFF est souvent lié à la réalisation d'objectifs et de résultats spécifiques afin de favoriser l'efficacité et l'efficience des plans nationaux.

« J'attends mon tour pour faire vacciner mon bébé contre la rougeole et la fièvre jaune. Si j'oublie de prendre rendez-vous, la sage-femme m'envoie un SMS de rappel sur mon téléphone. »

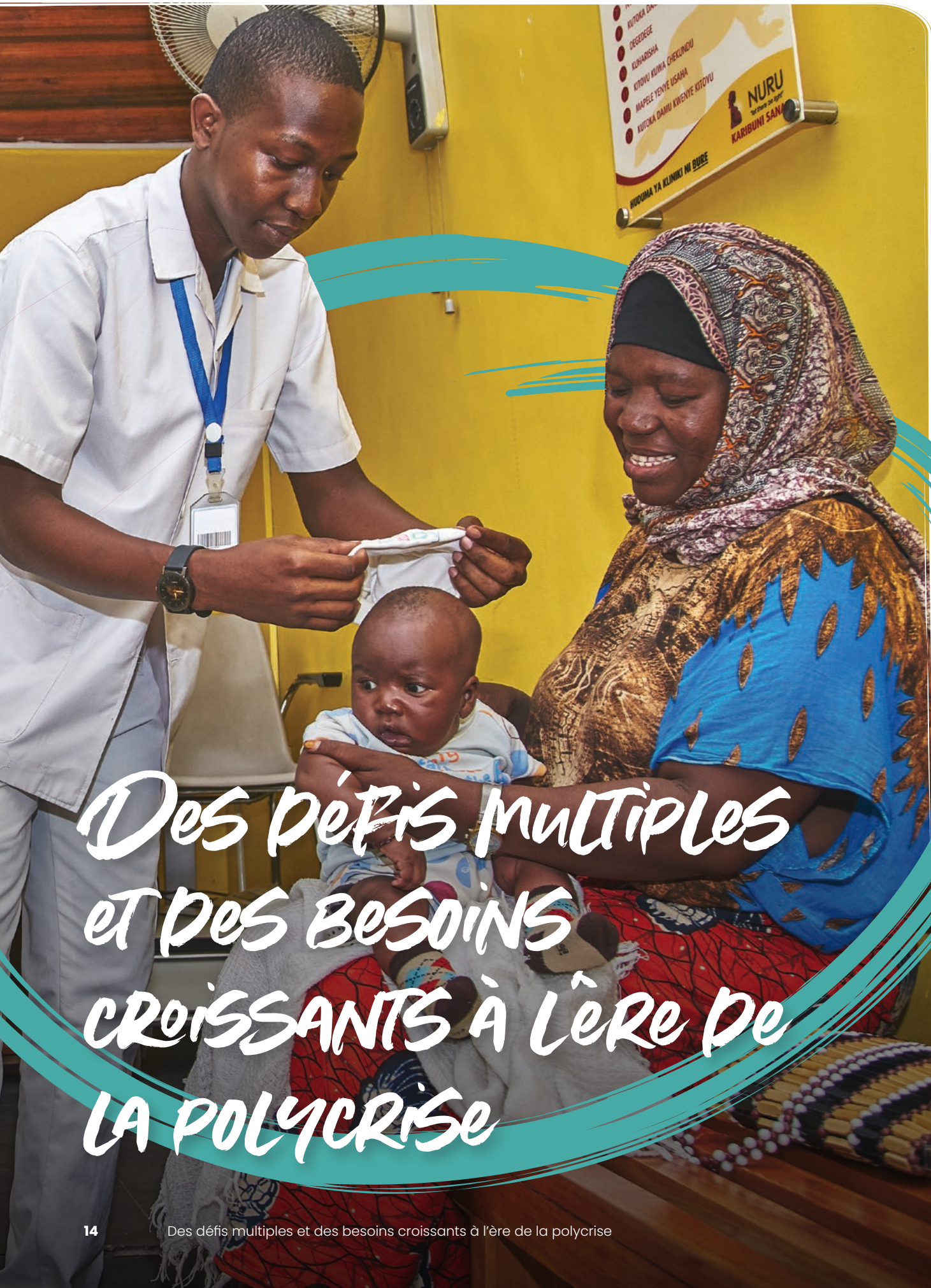
Aminata Drame
Côte d'Ivoire

Figure 7. Ventilation de l'investissement 2023-2025



Note : dans l'attente d'une décision finale de la gouvernance du GFF





Des défis multiples et des besoins croissants à l'ère de la polycrise

La pandémie de COVID-19 a mis à rude épreuve et décimé les systèmes de santé du monde entier, dont beaucoup continuent de lutter pour remettre sur les rails les soins de routine et les progrès en matière de santé. Cette situation est aggravée par un environnement économique difficile, la dette et l'inflation, ce qui entraîne des budgets nationaux restreints et des défis pour les dépenses d'aide.

Outre les répercussions des normes et des inégalités de longue date liées au genre, la santé des femmes, des enfants et des adolescents a souffert, en particulier pendant la phase aiguë de la pandémie. Dans de nombreux pays, la santé néonatale et infantile relève principalement de la responsabilité des femmes, qui se heurtent à de multiples obstacles pour accéder aux soins de santé. Pour les adolescentes, les perturbations de l'école pendant la pandémie les ont exposées à un risque accru de rapports sexuels forcés et de grossesses précoces.

Selon les estimations actuelles, 4,5 millions de femmes et de bébés meurent chaque année pendant la grossesse, l'accouchement ou au cours des premières semaines suivant la naissance, ce qui équivaut à un décès toutes les sept secondes, principalement de causes évitables et traitables³. Sur les dix pays où le nombre total de décès maternels, de mortinaissances et de décès néonataux est le plus élevé en 2020, huit sont des pays soutenus par le GFF (Afghanistan, Bangladesh, République démocratique du Congo, Éthiopie, Indonésie, Nigéria, Pakistan et Tanzanie).

La plupart des 30 millions d'avortements non médicalisés qui ont lieu chaque année se produisent dans les pays en développement⁴, exposant des femmes et des jeunes filles déjà vulnérables à des complications potentiellement mortelles. En outre, le grave sous-financement de la santé des adolescents contribue à la perte d'un million de vies d'adolescents par an^{5,6}. Les adolescentes sont particulièrement menacées : avec 30 pour cent, le taux de mariage des enfants dans les pays du GFF est considérablement plus élevé que la moyenne mondiale de 19 pour cent. Alors qu'au niveau mondial, environ une fille sur cinq est mariée alors qu'elle est enfant, dans les pays du GFF, le nombre de filles mariées alors qu'elles sont enfants s'élève à environ une sur trois.

Les communautés les plus pauvres et les plus marginalisées sont les plus durement touchées par les crises simultanées, ce qui ne fait qu'exacerber les inégalités. Au rythme actuel et alors qu'ils représentent les deux tiers de la mortalité maternelle et infantile, 35 des 36 pays ne sont pas sur la bonne voie pour atteindre au moins l'un des objectifs mondiaux en matière de mortalité maternelle, néonatale et infantile. En tant que principal mécanisme mondial axé sur la mortalité maternelle, néonatale et infantile et sur le partenariat avec les PRITI, le GFF est en mesure de corriger ces inégalités et d'autonomiser les communautés les plus touchées par les crises récentes.

Avant 2020, grâce au soutien du GFF, de nombreux pays parmi les plus pauvres du monde ont fait de grands progrès dans l'amélioration de la santé et des droits des femmes, des enfants et des adolescents.

Par exemple, la grande majorité des pays soutenus par le GFF ont enregistré une augmentation importante du taux d'accouchements en établissement de santé, qui est passé de 65 pour cent à 80 pour cent entre 2015 et 2019.

Les pays soutenus par le GFF ont affiché des taux annuels d'amélioration de la planification familiale et de la prestation de services de vaccination plus élevés que les pays éligibles ne bénéficiant pas actuellement d'un soutien (voir la [figure 8](#)). En outre, 72 pour cent des pays ayant bénéficié du soutien du GFF pendant au moins cinq ans ont enregistré des améliorations dans la plupart des services de soins essentiels et des pays soutenus par le GFF, ce qui a également été le cas dans les pays fragiles et touchés par un conflit.

Au plus fort de la pandémie de COVID-19, le GFF a réagi rapidement en apportant des financements et une assistance technique pour renforcer la prestation de soins primaires et garantir le maintien des services de santé, évitant ainsi des pertes sanitaires plus importantes. Le GFF a pris des mesures immédiates pour protéger les services essentiels de santé et de nutrition, et renforcer les systèmes de santé grâce à des subventions catalytiques et à une assistance technique. Il s'agissait notamment de soutenir la distribution de médicaments essentiels, de produits de planification familiale et d'outils COVID-19 dans les zones rurales et les plus vulnérables, ainsi que de former les agents de santé communautaires au déploiement de la campagne de vaccination COVID-19, tout en encourageant la demande et l'accès aux services de santé essentiels.



Nous prenons des initiatives pour prévenir les risques en organisant des séances de sensibilisation dans les écoles. Je conseille aux filles de ne pas se marier tôt et je parle avec leurs parents. Nous conseillons également à celles qui sont déjà mariées d'éviter les grossesses précoces. »

Fahima Akter
Médecin communautaire, dispensaire scolaire
Dhaka, Bangladesh

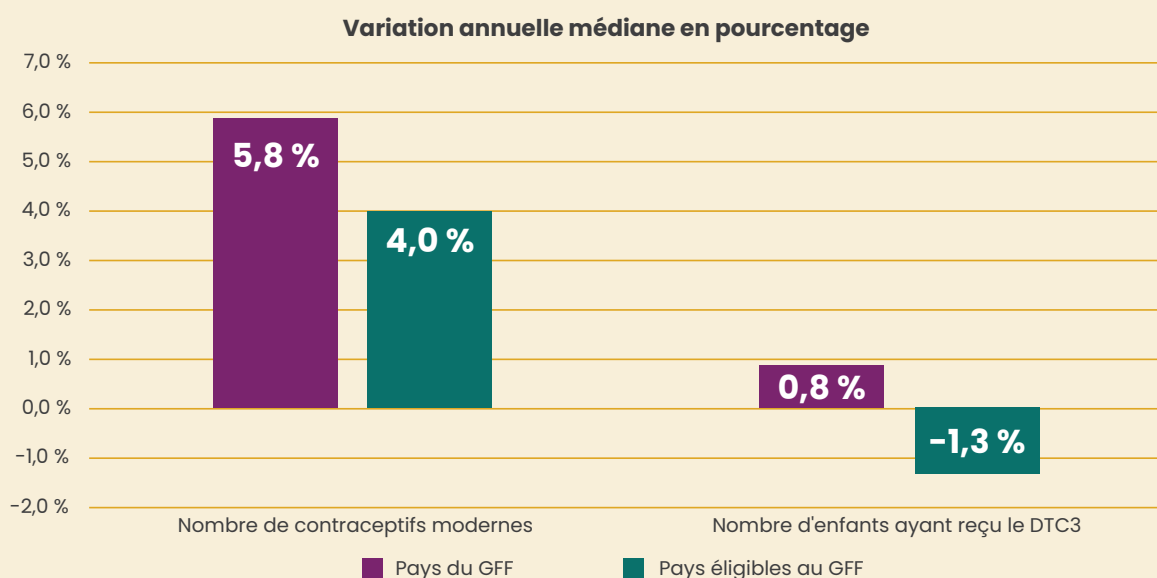
Alors que le GFF a joué un rôle central dans le renforcement de la prestation de soins de santé pour les femmes, les enfants et les adolescents et dans l'amélioration de la résilience aux crises, les chocs mondiaux de ces dernières années continuent de se répercuter et d'entraver les progrès dans le domaine de la santé. En 2022, deux tiers des pays partenaires du GFF ont observé des perturbations dans les services de santé essentiels, s'écartant de ce qui aurait été attendu sur la base des tendances historiques. Au Libéria, seuls 15 pour cent des établissements de santé ont fait état de fournitures médicales adéquates, tandis qu'au Bangladesh, les établissements de soins primaires ont signalé des baisses de volume supérieures à 30 pour cent par rapport au volume attendu.

Le ralentissement économique prolongé a creusé l'écart entre les niveaux actuels de financement du développement et les besoins mondiaux. Après une augmentation initiale des dépenses de santé pour la réponse à la COVID-19 en 2020, les dépenses de santé globales par habitant ont diminué en 2021. La Banque mondiale a constaté qu'une grande majorité des pays partenaires du GFF (60 pour cent) ne seront pas en mesure d'augmenter les dépenses publiques⁷ pour la santé ou d'autres domaines essentiels du développement au cours des cinq prochaines années en raison de la stagnation ou de la contraction de leurs niveaux de dépenses par habitant.

Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit qu'en 2023 – pour la première année consécutive – la pénurie de financement sur le continent africain, ainsi que la dette publique et l'inflation à deux chiffres qui érodent le pouvoir d'achat des ménages, frapperont les plus vulnérables. De nombreux gouvernements pourraient ne pas accorder la priorité aux dépenses de santé en raison de demandes concurrentes, ce qui pourrait compromettre les investissements passés et entraver les progrès. Les subventions du GFF incitent efficacement les pays à allouer une partie des ressources financières de la Banque mondiale à la santé. Dans le contexte d'une demande concurrentielle encore plus forte, ces subventions seront plus importantes que jamais.

Grâce à ses partenariats étroits avec les pays et les populations les plus durement touchés ces dernières années, et à son modèle inclusif et multipartite, le GFF aide les pays à accélérer les progrès, non seulement dans le domaine de la santé, mais aussi dans tous les secteurs qui ont un impact sur les résultats sanitaires. Lorsque les femmes, les enfants et les adolescents ont accès aux soins et aux services de santé dont ils ont besoin, un énorme potentiel est libéré, ce qui ouvre la voie au développement durable.

Figure 8. Les pays du GFF affichent un taux annuel moyen d'évolution de la prestation de services de planification familiale et de vaccination supérieur à celui des pays éligibles au GFF



Source : Mécanisme de financement mondial.





Le modèle du GFF permet aux investissements intelligents d'aller beaucoup plus loin en renforçant la résilience

À l'échelle mondiale, les perturbations généralisées des soins de santé provoquées par la COVID-19 ont conduit à une « pandémie secondaire » et à l'annulation de décennies de progrès dans l'amélioration des résultats sanitaires. Consciente des risques potentiels, l'Association internationale de développement (IDA) s'est attachée à aider les pays à fournir ces services de santé essentiels et à atténuer les pertes. Les pays ont également été en mesure d'utiliser le soutien du GFF pour protéger les services essentiels et, par conséquent, au cours du cycle de financement IDA19, les pays IDA ont atteint ou légèrement dépassé la fourchette cible de bénéficiaires des services de nutrition, des vaccinations de routine et des accouchements assistés par du personnel qualifié.

Source : IDA (Association internationale de développement), 2023. « Rétrospective de l'IDA19 : Répondre aux crises multiples sur la voie de 2030 : croissance, population, résilience (années fiscales 2021-2022) ». Rapport, IDA, Washington, DC. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099520305242316126/pdf/SECBOS1c8b982ce19580149511bd8919d251ac62a37.pdf>.





*UN modèle éprouvé
POUR FOURNIR DES SOINS
DE SANTÉ DE MANIÈRE
EFFICACE, DURABLE ET À
GRANDE ÉCHELLE*

Investir dans la santé et les droits des femmes, des enfants et des adolescents est l'une des mesures les plus efficaces que les pays peuvent prendre pour mettre fin à la pauvreté, stimuler la prospérité partagée et garantir un avenir plus durable et résilient. Au cours des trois prochaines années, la communauté internationale aura l'occasion de s'appuyer sur les progrès récents et d'accélérer le changement transformationnel en cours dans les pays soutenus par le GFF, tout en répondant à l'augmentation de la demande.

Les pays à plus faible revenu étant gravement touchés par des crises qui se superposent, la demande de soutien du GFF est forte et croissante pour aider à mettre en place des systèmes de santé plus résilients, efficaces et durables. Alors que de nombreux nouveaux pays ont exprimé leur intérêt à rejoindre le GFF, les pays partenaires existants cherchent également à approfondir leur engagement et à consolider le modèle. Le bilan du GFF et la stratégie quinquennale actuelle visent à aider les pays à se remettre sur la voie de la réalisation des objectifs mondiaux en matière de santé et d'égalité de genre, et à accélérer les progrès vers l'ensemble des ODD.

Le GFF est à l'origine d'un modèle de collaboration piloté par les pays pour fournir des services de santé de manière efficace et à grande échelle, ce qui en fait un partenaire de premier plan pour le financement de soins de santé plus équitables. Historiquement, la santé des femmes, des enfants et des adolescents n'a pas été une priorité dans les budgets nationaux. La stratégie du GFF constitue une approche innovante pour changer ce paradigme.

Comme le montre la **figure 8**, les pays partenaires du GFF ont enregistré d'importantes améliorations dans la fourniture de services aux femmes, aux enfants et aux adolescents, avec un rebond évident en 2021 après les perturbations de 2020. Les pays qui se sont associés au GFF pendant trois ans ou plus ont enregistré des gains plus importants, bien que les pays soutenus par le GFF pendant moins de trois ans aient également progressé en 2021. Cela démontre qu'un engagement soutenu sur une période de plusieurs années peut conduire à des gains importants dans la fourniture de services vitaux par le biais d'une approche systémique.

Quels sont les objectifs de la stratégie 2021-2025 du GFF ?

La stratégie 2021-2025 du GFF définit cinq orientations et une feuille de route claire pour permettre aux pays de mieux se remettre de la pandémie en : (1) renforçant le **leadership des pays** et en intensifiant et en élargissant son approche collaborative pilotée par les pays ; (2) **faisant progresser l'équité, la voix et l'égalité de genre**, notamment par le biais de la **feuille de route du GFF pour l'égalité de genre** ; (3) **protégeant et promouvant des services de santé et de nutrition de haute qualité en réimaginant la prestation de**

services avec un soutien accru à la protection de la contribution des services de santé essentiels aux efforts de réponse et de préparation aux pandémies ; (4) mettre en place des **systèmes de financement de la santé** plus résilients, équitables et durables grâce à une plus grande efficacité des dépenses nationales de santé et à des réformes qui permettront d'augmenter les ressources nationales consacrées à la santé ; et (5) **maintenir une attention constante aux résultats** en liant le financement aux résultats et en soutenant les systèmes de données.



Le défi auquel les jeunes filles sont confrontées est de pouvoir passer le cap de l'adolescence sans être confrontées à une infection sexuellement transmissible ou à une grossesse non désirée. Le gouvernement a adopté une nouvelle loi qui permet enfin aux filles enceintes de rester à l'école... ce qui me permet de poursuivre mes études et de réaliser mon rêve même si je suis enceinte. »

Leticia Pangueko Kuete
Étudiante, Cameroun



En tant qu'adolescentes, nous avons eu la chance d'avoir des centres qui nous accueillent et nous fournissent des informations importantes sur la santé reproductive. »

Awa Diassy
Sénégal

Accélérer l'accès aux droits et à la santé sexuels et reproductifs

Soutenir une approche menée par les pays

Grâce à son partenariat, le GFF aide les pays à accélérer les progrès en matière de droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR) en mettant en place des systèmes sanitaires et sociaux qui modifient les normes afin d'accroître le choix, l'accès, la voix et l'action des femmes et des filles. Cela comprend les actions suivantes :

- Intégrer les DSSR dans les systèmes de santé et les soins primaires
- S'attaquer aux obstacles à la demande de services de santé sexuelle et reproductive en travaillant dans plusieurs secteurs, tels que l'éducation, et en soutenant la communication sur le changement social et comportemental.
 - Soutenir les réformes juridiques et politiques afin de créer davantage d'opportunités pour les femmes et les adolescents
 - Lier le financement à des résultats spécifiques en matière de DSSR
 - Garantir l'approvisionnement en contraceptifs et renforcer les systèmes de distribution
 - Renforcer l'engagement avec la société civile, les jeunes et les dirigeants communautaires pour défendre les DSSR

Cela a contribué à :

- **L'élargissement de l'accès à la planification familiale :** Les investissements des pays partenaires du GFF ont permis d'atteindre plus de 500 millions d'utilisateurs de contraceptifs modernes et d'éviter ainsi plus de 187 millions de grossesses non désirées.
- **Un financement accru pour les DSSR :** Le GFF a été en mesure de maximiser les ressources concessionnelles avec un montant supplémentaire de 1,7 milliard USD alloué aux DSSR dans les pays soutenus par le GFF (2015-20).

- **Une priorité mieux accordée aux DSSR :** D'ici 2021, la quasi-totalité (97 pour cent) des pays partenaires du GFF auront donné la priorité aux DSSR dans leur dossier d'investissement.
- **Davantage de réformes politiques** pour l'autonomisation des femmes et des filles.

Résultats par pays :

- Au **Burkina Faso**, la formation d'un plus grand nombre d'agents de santé à la planification familiale a contribué à améliorer les résultats en matière de santé sexuelle et reproductive ; les régions où l'accès aux contraceptifs est le plus élevé ont également le taux le plus élevé d'agents de santé communautaires.
- Avec le soutien de la Banque mondiale et du GFF, le **Niger** a modifié une réglementation nationale essentielle pour faire avancer ce programme ; les adolescentes mariées peuvent désormais accéder aux services de planification familiale sans être accompagnées d'un parent ou d'un mari, et les filles de l'enseignement secondaire peuvent participer à des clubs pour obtenir des informations sur la santé reproductive des adolescents.
- Au **Sénégal**, les défenseurs des jeunes ont engagé un dialogue sur le financement de la santé en vue d'établir une feuille de route pour le financement des services de DSSR pour les jeunes.
- Au **Mali**, les jeunes et les chefs religieux se sont associés pour plaider avec succès en faveur d'un meilleur accès aux services de santé sexuelle et reproductive, tandis qu'au Kenya, les jeunes ont rassemblé des preuves pour le ministère de la Santé qui ont démontré l'importance de l'accès aux services.

Les pays soutenus par le GFF ont enregistré des augmentations importantes du taux d'accouchement en établissement de santé. Dans 22 pays, la couverture est passée de 65 pour cent à 80 pour cent entre 2015 et 2019. Bien que ces augmentations soient principalement dues à des naissances dans des établissements de santé de niveau inférieur (centres de santé ou plus petits) plutôt que dans des hôpitaux où les soins obstétricaux et néonataux d'urgence sont plus susceptibles d'être disponibles, elles représentent une expansion importante de l'accès.

Une grande partie des progrès réalisés à ce jour repose sur l'approche du modèle du GFF en matière de leadership des pays et de partenariat afin d'améliorer l'efficacité des dépenses de santé existantes, de catalyser et d'aligner les nouveaux investissements sur les plans nationaux et les interventions éprouvées, et de rassembler les parties prenantes concernées autour d'un plan coordonné visant à renforcer les soins de santé primaires et les soins de santé universels.

Cela va de pair avec la méthode unique du GFF qui consiste à s'engager dans des secteurs autres que la santé pour s'attaquer à certains des obstacles les plus persistants à l'accès équitable et efficace aux services de santé, aux droits et aux opportunités pour les femmes, les enfants et les adolescents, par le biais de changements juridiques et systémiques.

Une valeur ajoutée unique du partenariat du GFF est l'utilisation de son lien direct avec le financement de l'IDA et de la BIRD de la Banque mondiale pour conduire des investissements catalytiques dans la santé des femmes, des enfants et des adolescents, et influencer la manière dont on accorde la priorité à ces investissements et comme ils sont dépensés pour obtenir de meilleurs résultats en matière de SRMNEA-N. À ce jour, chaque dollar américain investi dans le GFF a donné lieu à une contrepartie de 7 dollars de la part de la Banque mondiale, et l'analyse montre une augmentation de 12 pour cent de la part de l'IDA engagée en faveur des femmes, des enfants et des adolescents dans les pays partenaires du GFF par rapport aux années précédentes. Cela signifie que 2 milliards de dollars d'investissements supplémentaires de la Banque mondiale ont été alloués à ce programme par rapport à la période précédant le soutien du GFF.

Les autres valeurs ajoutées du GFF sont les suivantes :

- La disponibilité d'un cofinancement par subvention du GFF, lorsqu'il est lié au financement de l'IDA pour les investissements dans le domaine de la santé, incite à donner la priorité aux investissements dans ce domaine, par rapport à d'autres secteurs concurrents. Cela favorise une collaboration plus étroite entre les ministères de la Santé et des Finances.
- Tous les financements du GFF et de la Banque mondiale sont « budgétisés », c'est-à-dire qu'ils passent par le Trésor public, impliquent une collaboration entre les ministères des Finances et de la Santé, et s'intègrent au budget et à la planification de la santé du gouvernement, renforçant ainsi l'appropriation et la gestion de la santé par le pays. Cela permet également de gagner en efficacité, car les budgets sont gérés de manière centralisée, ce qui permet d'éviter des coûts administratifs et de suivi supplémentaires.
- Outre les subventions, le GFF apporte son analyse et son expertise pour éclairer la définition des priorités, les choix politiques et les données nécessaires à la prise de décision. Par exemple, le GFF a réalisé des diagnostics d'équité pour chaque pays soutenu par le GFF. Cette analyse, combinée aux données issues d'un suivi sensible au genre et axé sur l'équité, informe la conception des plans nationaux et des projets financés par le GFF et la Banque mondiale. Ces dossiers d'investissement affinés permettent ainsi aux pays de mieux cibler les communautés qui ne bénéficient pas encore d'interventions à fort impact, débloquent ainsi un impact plus important des ressources disponibles.
- Le GFF est également unique dans sa capacité à améliorer l'utilisation des données par les pays pour suivre la mise en œuvre des plans de santé nationaux et ainsi renforcer la capacité nationale à prendre des mesures correctives, à introduire des innovations et à tirer des enseignements de la recherche sur la mise en œuvre intégrée de manière beaucoup plus rapide que ce n'est généralement le cas dans le secteur de la santé. Par exemple, le GFF soutient les pays dans le cadre d'un suivi rapide par le biais d'enquêtes téléphoniques et d'une analyse secondaire des données relatives à la prestation de services de routine, qui sont régulièrement disponibles pour les discussions au sein des plateformes nationales.

Le GFF a tenu sa promesse d'aider les pays à élargir l'accès aux interventions les plus efficaces et aux réformes des systèmes en mobilisant des investissements plus nombreux et de meilleure qualité pour améliorer la santé des femmes, des enfants et des adolescents.

Grâce au soutien du GFF, les pays partenaires ont fourni les éléments suivants :

- Quatre visites de soins prénatals ou plus pour 96 millions de femmes enceintes
- Des soins d'accouchement sécurisés pour 103 millions de femmes
- Démarrage précoce de l'allaitement pour 111 millions de nouveau-nés dans 36 pays
- Plus de 500 millions de couples ont bénéficié de méthodes modernes de planification familiale, ce qui a permis d'éviter environ 187 millions de grossesses non désirées.

Au-delà du financement, et grâce au leadership des pays – les gouvernements, les organisations de la société civile (OSC) et d'autres partenaires nationaux travaillant ensemble avec l'engagement collectif des partenaires multilatéraux et bilatéraux –, le GFF aide les pays à débloquer les réformes des systèmes de santé et à s'attaquer aux inégalités fondamentales qui entravent la disponibilité et l'utilisation de services de santé de qualité.

Grâce à cette solide expérience, le GFF est bien placé pour aider les pays à renforcer leur résilience face aux nouvelles menaces mondiales.

Les partenaires de développement ont déjà manifesté leur ferme soutien au GFF en s'engageant à verser plus de 2 milliards de dollars américains au partenariat depuis 2015 – et le succès du partenariat reposera sur les bases de ces généreuses contributions.

En témoignage de leur leadership extraordinaire, 15 bailleurs de fonds, dont plusieurs pays à faible revenu, des fondations et des partenaires du secteur privé soutiennent actuellement le GFF. Reconnu comme un partenaire de développement efficace, le GFF a reçu la note A+ lors de l'examen de ses programmes par le Foreign, Commonwealth & Development Office du Royaume-Uni, tandis que le communiqué du G7 de l'Allemagne et du Japon a désigné le GFF comme un partenariat clé pour faire progresser les soins de santé primaires et améliorer la santé des femmes, des enfants et des adolescents.

Par l'intermédiaire de son Groupe des investisseurs, le GFF engage un large éventail de partenaires, tels que les gouvernements, les organisations de la société civile (OSC) actives dans divers domaines, notamment la santé maternelle, néonatale et infantile (SMNI), la planification familiale, la nutrition et d'autres questions relatives à la santé ; des représentants des jeunes, les Nations Unies et d'autres agences multilatérales, la Banque mondiale et le secteur privé.

Ce partenariat mondial inclusif constitue une plateforme unique à partir de laquelle le GFF peut tirer parti d'une expertise diversifiée, dégager un consensus et avoir un impact plus important.





Nous avons travaillé avec des groupes de femmes formels et informels en renforçant leurs capacités, en ce qui concerne l'information sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, l'information sur le renforcement de l'estime de soi, la prise de bonnes décisions et l'autonomie sur leur corps. »

Joyce Kilikpo

Directrice exécutive de l'Initiative pour la santé publique au Libéria

Mobiliser la société civile et les jeunes pour préserver les services de santé

Dans le cadre de son cadre d'engagement des organisations de la société civile (OSC) et des jeunes par le biais de subventions et d'une assistance technique, le GFF soutient la participation des OSC et des jeunes aux plateformes nationales ainsi que leur rôle dans la fourniture de services du dernier kilomètre et de soins de santé primaires communautaires.

Favoriser un environnement propice

Le GFF s'efforce de promouvoir l'engagement des OSC à tous les niveaux et collabore avec les partenaires gouvernementaux pour garantir la participation des OSC aux processus politiques nationaux et aux interventions clés. Ces efforts se reflètent dans les dossiers d'investissement nationaux de plusieurs pays, tels que le Tchad, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Malawi, où l'engagement des citoyens est un élément clé. En témoigne le nombre croissant de projets de redevabilité sociale soutenus par le GFF et menés par des OSC et des jeunes en Mauritanie, en Ouganda, au Malawi et en Côte d'Ivoire.

Nombre de ces programmes s'inspirent de l'Alliance nationale des jeunes pour la santé de la reproduction et la planification familiale au Sénégal, qui a mis en place un outil numérique de redevabilité sociale permettant aux jeunes, aux professionnels de la santé et aux membres de la communauté de travailler ensemble pour s'assurer que les services de santé, y compris les services de droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR), atteignent ceux qui en ont besoin.

Mise à disposition de ressources au niveau local pour un impact durable

Un projet de la Banque mondiale (*Renforcement des OSC et des organisations de jeunes pour améliorer la santé et la nutrition des femmes, des enfants et des adolescents*) mis en œuvre par PAI, une organisation partenaire du GFF, contribue à accroître l'impact de l'engagement des OSC et des jeunes dans les pays partenaires du GFF par le biais de petites subventions et d'une assistance technique. Dans le cadre de ce projet, un total de 1,35 million de dollars américains a été attribué à ce jour à 23 organisations dans 13 pays partenaires du GFF. Le projet contribue également à renforcer les coalitions dans les pays, en tirant parti de la diversité et de l'étendue de l'expertise. Par exemple, au Tchad, la coalition facilite l'alignement des objectifs et des actions entre les membres, ce qui leur permet d'éviter la duplication des efforts et de tendre vers le même but. Les membres

partagent les ressources et les responsabilités afin de réduire les coûts d'un engagement efficace et de mener des actions de plaidoyer. Ces coalitions sont devenues des partenaires essentiels du GFF et des partenaires, aidant à conduire des changements transformationnels par le biais de solutions locales.

Galvaniser un mouvement pour le financement de la santé

Le GFF dirige le Programme d'apprentissage conjoint (JLA), la première initiative multipartenaires visant à mettre en œuvre les accélérateurs de financement durable de la santé et d'engagement des OSC du Plan d'action mondial (GAP). Grâce à cette initiative, une collaboration entre le GFF, le Fonds mondial, Gavi, l'Alliance du Vaccin, le Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant, et le Partenariat UHC2030, plus de 400 organisations dans 20 pays africains ont vu leurs capacités renforcées en matière de financement de la santé et de plaidoyer. Au Kenya, une coalition de soins de santé universels a réussi à influencer une réforme des soins de santé primaires (SSP) avec l'adoption d'un budget dans la feuille de route nationale de transition pour le financement durable de la santé pour les soins de santé universels (2022-30).

À Madagascar, après deux ans d'engagement, la coalition JLA a réussi à convaincre les ministères de la Santé et des Finances de prendre les mesures nécessaires pour inclure l'achat de contraceptifs dans le budget du gouvernement. Cet engagement garantira une source de financement durable et prévisible pour les services de planification familiale à Madagascar. Le projet accélère un mouvement de plus en plus important en faveur de la santé publique universelle, en conduisant des réformes nationales et en apportant des changements réels grâce à des actions de plaidoyer et de redevabilité menées par les OSC.

Faire progresser le financement durable des produits de base essentiels pour les femmes, les enfants et les adolescents

La majorité des pays du GFF n'ont pas suffisamment accès aux produits essentiels de bonne qualité pour les femmes, les enfants et les adolescents en raison du sous-investissement, de la dépendance à l'égard des bailleurs de fonds et des risques liés à la qualité. En outre, de nombreux produits dépendent fortement des dépenses personnelles, ce qui aggrave les inégalités, ou d'une dépendance excessive à l'égard des dons pour répondre durablement aux besoins nationaux. Le GFF a progressivement aidé les pays à relever ces défis en matière de réglementation, de financement, d'approvisionnement, de distribution et de systèmes d'utilisation des produits. Afin de poursuivre la mise en œuvre de ce programme, le partenariat du GFF a l'intention d'intensifier ses efforts pour renforcer les capacités des systèmes et créer un environnement propice à des achats de haute qualité par le biais d'investissements dans l'assistance technique, d'une augmentation du financement budgétaire et de l'utilisation d'instruments de financement liés à la performance.

Le partenariat est également stratégiquement placé pour aider les pays à améliorer l'alignement sur la sélection des produits, et la hiérarchisation et le financement des produits de santé de qualité. Dans le cadre de ce programme, un domaine prioritaire du GFF sera axé sur les produits de planification familiale, complétant et s'alignant sur les efforts existants en matière de mobilisation des ressources nationales, y compris un changement du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) pour exiger le cofinancement des pays par le biais des accords et du projet pilote de fonds de contrepartie.

Si la collecte de fonds est couronnée de succès, une allocation supplémentaire aux subventions nationales régulières sera mise à la disposition des pays et nécessitera un cofinancement de l'Association internationale de développement (IDA) et du pays pour les catégories de produits prioritaires, y compris les contraceptifs et autres produits essentiels. L'augmentation de la proportion du financement des produits contraceptifs qui transite par les budgets et les systèmes nationaux contribuera à l'intégration de ces dépenses dans les priorités sanitaires plus larges et renforcera la capacité des pays à gérer le financement et l'approvisionnement.

Des investissements complémentaires dans le renforcement de la volonté politique pour les DSSR en faveur de la planification familiale permettront une plus grande redevabilité. L'octroi de subventions budgétaires et systémiques conditionnées au cofinancement de produits de santé essentiels – y compris les contraceptifs – peut aider les pays à améliorer la suffisance et la durabilité des financements nationaux et extérieurs pour les produits de santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile essentiels.

« Pour le Libéria, investir dans la santé des femmes, des enfants et des adolescents garantira un avenir plus prospère et plus inclusif et favorisera le développement durable en vue de récolter les dividendes de la démographie. Avec le soutien du GFF, nous améliorons le système de santé pour fournir des services là où ils sont le plus nécessaires, en veillant à ce que les femmes, les enfants et les adolescents les plus vulnérables ne soient pas laissés pour compte. Un partenariat renforcé avec le GFF nous permettra d'accroître l'impact de nos investissements et d'offrir une meilleure santé à toutes les communautés du Libéria. »

Honorable Dr Wilhelmina S. Jallah
Ministre de la Santé, Libéria

Les soins de santé primaires : Au cœur de la prévention et de l'intervention en cas de pandémie

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière les dangers liés à des systèmes de santé faibles et mal préparés, tout en soulignant l'importance vitale de soins de santé primaires (SSP) solides. Pour mettre fin à la pandémie actuelle et prévenir les pandémies futures, il faut investir de manière ciblée à la fois dans la prévention, la préparation et l'intervention en cas de pandémie (PIP), et dans des systèmes de santé solides qui aident les pays à progresser sur la voie de la couverture sanitaire universelle (CSU).

Des preuves solides indiquent que les pays qui ont donné la priorité aux investissements dans les soins de santé primaires et les systèmes de santé dans le but d'atteindre l'objectif de la santé universelle ont été mieux à même de résister à la pandémie, de protéger les acquis en matière de santé et de réduire les écarts en matière d'équité. Toutefois, les progrès mondiaux en matière de santé publique universelle n'étaient déjà pas sur la bonne voie avant le début de la pandémie, puisqu'au moins la moitié de la population

mondiale ne bénéficiait pas d'une couverture complète. Il est inquiétant de constater que la pandémie de COVID-19 risque de mettre un terme à tous les progrès réalisés au cours des 20 dernières années en matière de soins de santé universels⁹.

Les mécanismes de financement tels que le GFF, qui aident les pays à consacrer davantage de ressources, et de manière plus efficace, aux soins de santé primaires afin d'atteindre les populations les plus vulnérables, sont un complément nécessaire aux mécanismes axés sur la PIP. Des investissements plus nombreux et plus judicieux dans les soins de santé primaires sont nécessaires aujourd'hui pour donner à chaque femme, enfant et adolescent, quel que soit l'endroit où il vit, les meilleures chances d'avoir un avenir en bonne santé.



Niger

Le GFF a soutenu la réforme d'une loi permettant aux adolescentes mariées d'accéder aux services de planification familiale sans avoir besoin de l'autorisation de leurs parents ou de leur mari. Le soutien technique du GFF a également aidé le Niger à modifier une réglementation nationale pour permettre aux filles enceintes de rester à l'école et aux nouvelles mères de poursuivre leurs études sans certificat de santé obligatoire.

Côte d'Ivoire

Le GFF soutient le gouvernement dans la mise en œuvre des réformes du système de santé et du financement de la santé pour les soins primaires. La Côte d'Ivoire a augmenté le niveau de soins prénatals pour les femmes enceintes de 33 pour cent à 45 pour cent, avec une augmentation de 6 pour cent entre 2020 et 2021.

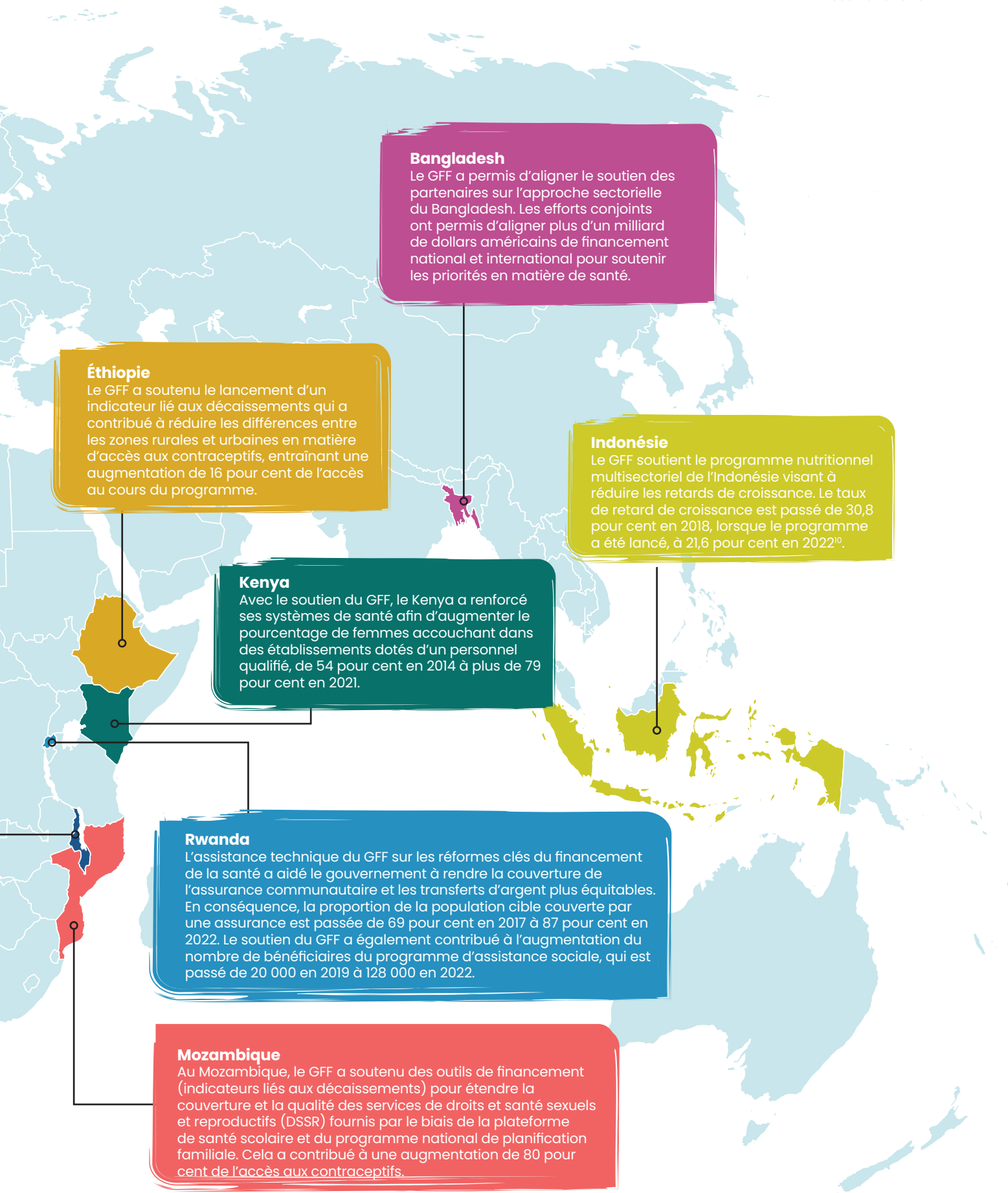
Guatemala

Le financement par subvention du GFF a été utilisé comme un rachat pour promouvoir davantage d'investissements dans la nutrition. En 2021, les transferts monétaires pour les services de santé et de nutrition ont atteint plus de 244 000 bénéficiaires, soit une augmentation de 548 pour cent par rapport à 2019. L'expansion du programme de transferts monétaires a contribué à ce qu'un plus grand nombre d'enfants fassent l'objet d'un suivi de leur croissance.

Malawi

Le Malawi, soutenu par le GFF, a augmenté le nombre total de nouveau-nés recevant des soins postnatals de 92 pour cent entre 2018 et 2021.

APERÇU DES RÉSULTATS DES PAYS PARTENAIRES DU GFF



Bangladesh

Le GFF a permis d'aligner le soutien des partenaires sur l'approche sectorielle du Bangladesh. Les efforts conjoints ont permis d'aligner plus d'un milliard de dollars américains de financement national et international pour soutenir les priorités en matière de santé.

Éthiopie

Le GFF a soutenu le lancement d'un indicateur lié aux décès qui a contribué à réduire les différences entre les zones rurales et urbaines en matière d'accès aux contraceptifs, entraînant une augmentation de 16 pour cent de l'accès au cours du programme.

Indonésie

Le GFF soutient le programme nutritionnel multisectoriel de l'Indonésie visant à réduire les retards de croissance. Le taux de retard de croissance est passé de 30,8 pour cent en 2018, lorsque le programme a été lancé, à 21,6 pour cent en 2022¹⁰.

Kenya

Avec le soutien du GFF, le Kenya a renforcé ses systèmes de santé afin d'augmenter le pourcentage de femmes accouchant dans des établissements dotés d'un personnel qualifié, de 54 pour cent en 2014 à plus de 79 pour cent en 2021.

Rwanda

L'assistance technique du GFF sur les réformes clés du financement de la santé a aidé le gouvernement à rendre la couverture de l'assurance communautaire et les transferts d'argent plus équitables. En conséquence, la proportion de la population cible couverte par une assurance est passée de 69 pour cent en 2017 à 87 pour cent en 2022. Le soutien du GFF a également contribué à l'augmentation du nombre de bénéficiaires du programme d'assistance sociale, qui est passé de 20 000 en 2019 à 128 000 en 2022.

Mozambique

Au Mozambique, le GFF a soutenu des outils de financement (indicateurs liés aux décès) pour étendre la couverture et la qualité des services de droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR) fournis par le biais de la plateforme de santé scolaire et du programme national de planification familiale. Cela a contribué à une augmentation de 80 pour cent de l'accès aux contraceptifs.

Source : Mécanisme de financement mondial.

Côte d'Ivoire : Réaliser un changement transformateur

Avec le soutien du GFF, la Côte d'Ivoire a transformé son système de santé pour que les femmes, les enfants et les adolescents, en particulier ceux des communautés difficiles à atteindre, puissent accéder aux soins dont ils ont besoin. Grâce à une subvention de 20 millions de dollars américains liée à un projet de 200 millions de dollars de la Banque mondiale, le GFF a soutenu le gouvernement par le biais de réformes clés visant à renforcer les soins primaires et à fournir des services de qualité et abordables, tels que l'accouchement assisté et les soins de grossesse, les vaccinations infantiles, les services de nutrition et la planification familiale aux communautés difficiles d'accès.

Afin de canaliser davantage de ressources vers les établissements de soins primaires, le gouvernement de la Côte d'Ivoire a étendu son programme de financement basé sur la performance aux districts où la mortalité maternelle est la plus élevée et où la qualité des services est la plus faible. En 2020 et 2021, malgré l'impact de la pandémie de COVID-19, le programme a continué à s'étendre avec des gains impressionnants : en 2021, le programme couvrait 102 des 113 districts, contre seulement 19 districts en 2019 et 21 districts en 2020. Avec davantage de ressources, les établissements de soins primaires ont pu acheter des médicaments et du matériel, et former des agents de santé pour répondre aux besoins des communautés.

Dans le cadre des efforts globaux visant à combler les écarts d'équité, le GFF a soutenu le gouvernement dans le déploiement d'un programme de couverture sanitaire universelle (CSU) afin de rendre les services plus abordables pour les communautés. L'assistance technique du GFF a soutenu la conception du système d'assurance et l'élaboration d'un plan de suivi et d'évaluation. Entre 2019 et 2021, plus de 3 500 000 personnes se sont inscrites au programme d'assurance, ce qui représente une augmentation de 89 pour cent en trois ans. Étant donné que le programme est fortement axé sur l'équité, le gouvernement a renforcé ses efforts pour couvrir la population la plus vulnérable et la plus démunie et, par conséquent, le nombre total d'indigents couverts par le programme a augmenté de 65 pour cent en 2021.

Avec des établissements de santé mieux équipés, des agents de santé communautaires formés et des services plus abordables, l'accès à une meilleure santé est devenu une réalité pour de nombreuses femmes et de nombreux enfants dans les districts de Côte d'Ivoire. En 2021, le nombre de consultations de suivi de grossesse a augmenté de 38 pour cent et celui des visites de suivi postnatal de 59 pour cent. Un plus grand nombre de femmes ont accouché en toute sécurité dans des établissements de santé, avec l'aide d'une sage-femme qualifiée. L'accès aux contraceptifs a également augmenté : le couple-année de protection (CAP) – la protection estimée fournie par les méthodes contraceptives pendant une période d'un an – a augmenté de 10 pour cent en 2021.

« Investir dans les soins de santé primaires et équiper les travailleurs et les établissements de santé est fondamental pour parvenir à un système de santé universel. Notre partenariat avec le GFF reste essentiel pour développer et construire des systèmes de santé plus résilients et plus équitables. Ce partenariat, associé à nos efforts, nous permet d'accélérer les progrès en matière de santé, en particulier chez les femmes, les enfants et les adolescents. »

Dr Djénéba Ouattara
Conseillère du Premier ministre, Côte d'Ivoire





Une opportunité urgente

Avec un investissement supplémentaire d'au moins 800 millions de dollars américains en 2023, le GFF peut mobiliser jusqu'à 20,5 milliards de dollars, dont 8 milliards de dollars de financement de la Banque mondiale, directement dans les budgets de santé des gouvernements d'ici 2025, pour sauver des vies et assurer un avenir plus sain aux femmes, aux enfants et aux adolescents les plus vulnérables du monde.

Plus précisément, ce nouveau financement permettra au GFF d'approfondir et d'élargir son impact.

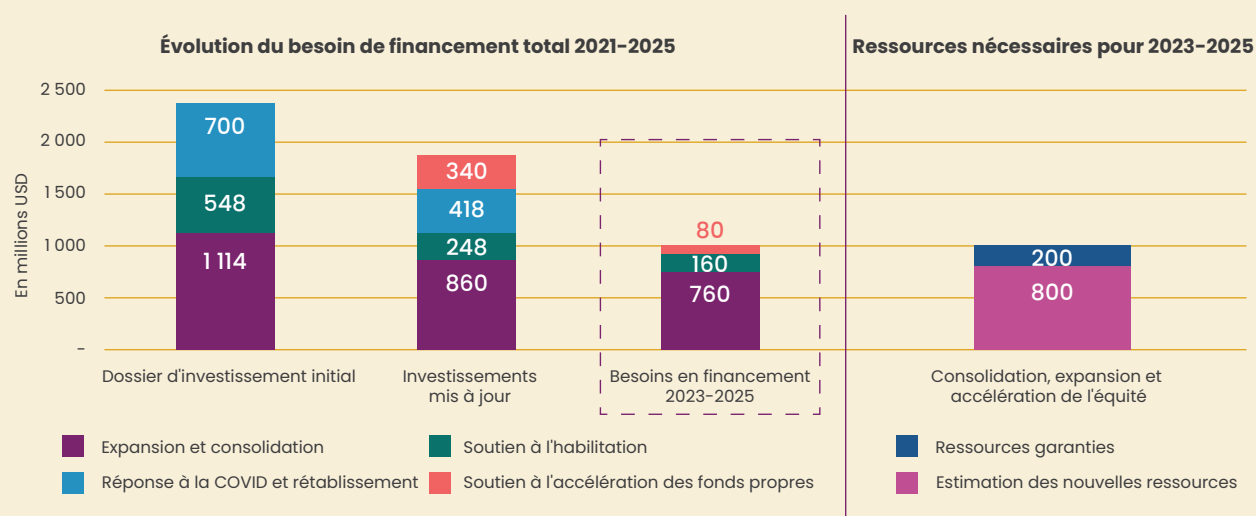
Le financement fournira un deuxième cycle de financement à 27 pays partenaires, soutiendra jusqu'à sept pays supplémentaires d'ici 2025 et s'engagera dans des partenariats avec des secteurs clés – en plus de la santé – pour faire progresser l'équité, notamment par le biais de programmes d'éducation, de gouvernance et de protection sociale (Figure 7). En outre, le GFF renforcera son assistance technique et ses capacités dans le cadre de la stratégie afin de mettre en œuvre le modèle du GFF dans les pays existants et les nouveaux pays. Cela inclut un soutien accru à la mise en œuvre pour améliorer la couverture et l'équité et renforcer les soins de santé primaires (SSP), ainsi qu'une collaboration approfondie avec Gavi, le Fonds mondial et d'autres acteurs mondiaux de la santé pour renforcer l'alignement et la coordination à l'appui des priorités menées par les pays. À cet égard, le GFF se félicite du processus Future of Global Health Initiatives (FGHI), qui devrait formuler des recommandations d'ici la fin de 2023 pour que les acteurs de la santé mondiale complètent de manière plus efficace, efficiente et équitable le financement national et maximisent l'impact sur la santé au niveau national. Le GFF s'engage à participer activement à ce processus.

Consolidation et expansion

La demande des pays pour le modèle d'engagement du GFF et les subventions du Fonds fiduciaire est élevée et croissante. Alors que plusieurs pays ont exprimé leur intérêt à rejoindre le partenariat du GFF, il est également essentiel d'approfondir l'engagement et de consolider le modèle du GFF dans les pays partenaires existants. Dans le cadre du portefeuille existant et sur la base de la stratégie et du dossier d'investissement approuvés en mars 2021, l'investissement se concentre principalement sur la poursuite de l'engagement et la consolidation du modèle du GFF. Une subvention de deuxième tour est nécessaire pour 27 (sur 36) pays partenaires existants au cours des trois prochaines années. Les possibilités de financement de deuxième tour ont été estimées sur la base de la capacité d'absorption d'un autre cycle de financement et des possibilités de cofinancement. En outre, il est possible de répondre à la forte demande des pays : dès 2018, 50 pays ont exprimé leur intérêt à rejoindre le GFF afin d'obtenir un soutien pour répondre aux besoins sanitaires importants de leurs populations, en vue de soutenir jusqu'à sept pays d'ici 2025, en se concentrant sur la charge la plus lourde et les lacunes les plus importantes en matière d'équité.

Figure 9.

Ventilation des investissements du GFF pour 2021-2025 et des besoins en ressources pour 2023-2025



Source : Mécanisme de financement mondial.

« Ma commune est très isolée. Elle est souvent mal desservie, ce qui entraîne des problèmes tels que les grossesses précoces chez les adolescentes. Avec le soutien de nos partenaires, la municipalité s'est engagée à augmenter le financement de la santé reproductive des jeunes. Cela permettra de lutter contre les grossesses précoces qui ont un impact sur l'éducation de nos filles. »

M. Édouard Diatta

Maire de la commune de Diattacounda, Sénégal



Accélérer le programme d'équité grâce à un engagement multisectoriel

En outre, le GFF catalysera des partenariats stratégiques multisectoriels pour faire progresser l'équité au niveau national. Il ne suffit pas d'investir dans des programmes qui améliorent l'accès aux services essentiels ; des efforts concertés seront également nécessaires pour soutenir les programmes qui cherchent à modifier les facteurs environnementaux et sociaux qui empêchent les femmes, les enfants et les adolescents de rechercher les soins dont ils ont besoin. Le maintien des filles à l'école et l'éducation sexuelle peuvent s'avérer extrêmement efficaces pour promouvoir l'égalité de genre et accroître la demande de services vitaux. Les incitations financières destinées aux jeunes femmes vulnérables, l'accent mis sur les programmes axés sur la famille, et l'inclusion des garçons et des hommes dans les programmes de prévention et de promotion sont autant d'efforts soutenus par le GFF.

La **figure 10** montre en quoi de nouveaux investissements dans le GFF mobiliseront davantage de financements pour la santé et de meilleure qualité.

L'extension de ces efforts contribuera à combler le fossé croissant en matière d'équité en donnant la priorité aux communautés les plus pauvres et les plus exposées. Voici quelques exemples de collaborations potentielles :

- Cofinancement de programmes de protection sociale visant à lever les obstacles liés à la demande, tels que les frais de transport et de service.
- Améliorer le ciblage grâce à l'utilisation de registres sociaux.
- Travailler avec des programmes d'aide budgétaire pour encourager les changements systémiques et éliminer les goulots d'étranglement dans les systèmes de gestion des finances publiques.
- Coopérer avec le secteur de l'éducation pour mieux atteindre les adolescents par des interventions telles que la vaccination contre le papillomavirus humain (HPV) et pour améliorer les résultats en matière de santé et de nutrition pour les femmes et les enfants.

Figure 10.

Ce nouvel investissement aura un effet multiplicateur pour réussir à mobiliser un financement plus important et de meilleure qualité pour les soins de santé primaires et les plans de santé nationaux prioritaires d'ici 2025 en établissant un lien avec de nouveaux investissements estimés à 20,5 milliards USD :



Comblant le déficit de financement du GFF pour la période 2023-2025 permettra de mettre en œuvre la stratégie quinquennale du partenariat¹ afin de renforcer le leadership des pays, de faire progresser la santé et l'équité du point de vue du genre, de réimaginer la prestation de services de santé et de lier le financement aux résultats. Un investissement supplémentaire de 800 millions de dollars américains pour la période restante de la stratégie permettra au GFF de se lier aux ressources restantes disponibles dans le cadre de l'actuel cycle de reconstitution de l'IDA20 et de prépositionner un financement prévisible pour se lier aux futures ressources de l'IDA21. Ce faisant, le GFF sera en mesure d'approfondir son soutien à ses 36 pays partenaires actuels, d'étendre son soutien à sept pays supplémentaires et de promouvoir de meilleurs résultats en matière de santé pour les femmes, les enfants et les adolescents grâce à des programmes dans des secteurs clés qui génèrent des résultats en matière de santé, tels que les prêts de la Banque mondiale pour l'éducation, la gouvernance et la protection sociale. Le GFF offre également l'occasion de concrétiser les engagements politiques d'IDA20.

L'effet multiplicateur du GFF peut aller encore plus loin : L'investissement de 800 millions de dollars américains dans le GFF et les ressources assurées peuvent mobiliser jusqu'à 20,5 milliards de dollars de financement supplémentaire et de meilleure qualité pour renforcer les soins de santé primaires et les services de qualité pour les femmes, les enfants et les adolescents. En effet, comme

le modèle du GFF continue à mûrir et à se développer au cours des prochaines années, le cofinancement de la Banque mondiale et du GFF devrait passer de 1:7 à 1:10, ce qui multipliera considérablement l'impact des contributions des bailleurs de fonds et des pays. Collectivement, ce financement, associé au leadership national soutenu par des partenaires mondiaux et locaux, accélérera la couverture des interventions à fort impact pour plus de 250 millions de femmes, d'enfants et d'adolescents.

Investir dans le GFF permettra d'offrir un avenir plus sain et plus résistant aux femmes, aux enfants et aux adolescents. Les progrès récents en matière de santé mondiale sont en péril, mais le GFF est prêt à garantir que les femmes, les enfants et les adolescents les plus vulnérables du monde ne soient pas laissés pour compte. Avec un financement complet, le GFF s'appuiera sur son modèle de partenariat réussi, ses instruments et ses résultats pour aider à garantir que toutes les femmes, tous les enfants et tous les adolescents puissent accéder aux soins de santé de qualité et abordables dont ils ont besoin pour survivre et s'épanouir.



Notre partenariat avec le GFF a montré ce qu'il est possible de faire lorsque nous maintenons le cap sur la santé des femmes, des enfants et des adolescents. Des millions de femmes et d'enfants supplémentaires survivent et s'épanouissent grâce à cela. Alors que les progrès en matière de santé stagnent, nous avons besoin d'une volonté politique plus forte et d'investissements renouvelés pour accélérer les efforts et offrir un avenir où toutes les femmes, tous les enfants et tous les adolescents auront la possibilité de mener une vie saine et productive. »

Honorable Dr Robert Lucien Jean-Claude Kargougou
Ministre de la Santé, Burkina Faso

¹UNDP (United Nations Development Programme). 2023. "2023 Gender Social Norms Index (GSNI)." Human Development Report, UNDP, New York. <https://hdr.undp.org/content/2023-gender-social-norms-index-gsni>.

²United Nations. 2023. "One Pregnant Woman or Newborn Dies Every 7 Seconds: New UN Report." May 9 2023. <https://news.un.org/en/story/2023/05/1136457>.

³United Nations. 2023. "One Pregnant Woman or Newborn Dies Every 7 Seconds: New UN Report." May 9 2023. <https://news.un.org/en/story/2023/05/1136457>.

⁴WHO (World Health Organization). 2021. "Fact Sheet: Abortion." November 25, 2021. <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/abortion>.

⁵Li, Zhihui, Mingqiang Li, George C. Patton, and Chunling Lu. 2018. "Global Development Assistance for Adolescent Health From 2003 to 2015." JAMA Netw Open 1 (4): e181072. <https://doi.org/10.1001/jamanetworkopen.2018.1072>.

⁶UNIGME (United Nations Inter-agency Group for Child Mortality Estimation) 2023. "Levels & Trends in Child Mortality: Report 2021." UNICEF, New York. <https://www.who.int/publications/m/item/levels-and-trends-in-child-mortality-report-2021>.

⁷World Bank. 2021. "From Double Shock to Double Recovery: Health Financing in the Time of COVID-19." Discussion Paper, World Bank, Washington, DC. <https://www.worldbank.org/en/topic/health/publication/from-double-shock-to-double-recovery-health-financing-in-the-time-of-covid-19>.

⁸IMF (International Monetary Fund). 2023. "IMF's Sub-Saharan Africa Regional Economic Outlook The Big Funding Squeeze." Press Release No. 23/119, April 14, 2023. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2023/04/14/pr23119-sub-saharan-africa-regional-economic-outlook-the-big-funding-squeeze>.

⁹WHO (World Health Organization) and World Bank. Tracking Universal Health Coverage: 2021 Global Monitoring Report. Geneva: WHO and World Bank. <https://www.who.int/publications/i/item/9789240040618>.

¹⁰2018 Demographic Health Survey (DHS). Data available online: <https://dhsprogram.com/Methodology/Survey-Types/DHS.cfm>; 2022 Services de Santé à Grand Impact (SSGI). Interactive data available online, via Save the Children: <https://resourcecentre.savethechildren.net/collection/usaaid-services-de-sante-grand-impact-ssgi-project/>.

¹¹GFF (Global Financing Facility). 2020. "Protecting, Promoting, and Accelerating Health Gains for Women, Children and Adolescents: The Global Financing Facility 2021-2025 Strategy." Report, World Bank Group, Washington, DC. https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFF-Strategy-2021-2025.pdf.



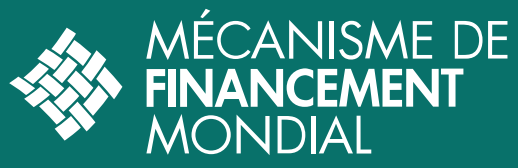


Nous vivons une époque difficile. De la récession économique à la menace des pandémies, en passant par les conflits et le changement climatique, les systèmes de santé sont mis à rude épreuve et les communautés les plus vulnérables en subissent les conséquences. Avec le soutien du GFF et d'autres partenaires, le gouvernement de la République centrafricaine s'est engagé à accélérer les progrès en matière de santé des femmes, des enfants et des adolescents, fondement essentiel d'une société résiliente et prospère. L'augmentation de l'investissement mondial dans le GFF aidera tous les pays, et en particulier la République centrafricaine, à mettre en place des systèmes de santé plus inclusifs afin de renforcer le capital humain et de parvenir à une croissance économique durable. »

Honorable Dr Pierre Somsé
Ministre de la Santé et de la Population, République centrafricaine



MerCi



MÉCANISME DE
FINANCEMENT
MONDIAL